

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Majorité : comment accompagner le gouvernement ?

AU regard des exigences énoncées par le chef de l'État lors de son discours des vœux à la Nation le 31 décembre dernier, les partis politiques de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence se doivent aussi de jouer leur partition, afin de permettre au gouvernement de passer " à une logique d'actions".

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

COMMENT les formations politiques de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE) pourraient-elles accompagner le gouvernement dans la matérialisation des orientations fixées par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, lors de son discours des vœux à la Nation du 31 décembre dernier ?

Une question d'autant pertinente que la réussite de " l'équipe Nkoghe Bekale V" devrait rejaillir, d'une certaine manière, sur l'ensemble des écuries de ce pan de l'échiquier politique national. Vu que, dans le même temps, le Premier ministre en est le chef. Tout compte fait, au regard des exigences et objectifs fixés par le chef de l'État le 31 décembre dernier, les partis politiques de la MRSE, au-delà de leur soutien inconditionnel au gouvernement, ne devraient-ils pas s'élever au niveau des enjeux du moment en se défaisant d'un certain nombre d'habitudes ? Notamment celle qui consiste, selon de nombreux

observateurs, à n'émettre aucune critique objective de l'action gouvernementale. Une attitude source, selon eux, de l'indolence du gouvernement. De même, ne serait-il pas pertinent que des concertations régulières et permanentes aient lieu entre le chef de la majorité et les responsables des principaux partis politiques composant son camp ? Loin d'être de ces grands-messes qui, par le passé, n'ont véritablement pas servi à aiguillonner l'action gouvernementale, ces rendez-vous, de nos jours, devraient permettre, si nécessaire, de tirer la sonnette d'alarme sur un certain nombre de questions. En mettant le doigt là où ça fait mal, en dénonçant un certain nombre de comportements tout en remontant les préoccupations et besoins des populations. D'autant plus que, de par leurs actions de proximité sur le terrain, les partis politiques peuvent, d'une certaine manière, servir de relais efficaces entre les gouvernants et les gouvernés. Dans cette optique, le Parti démocratique gabonais (PDG) devrait, tout naturellement, être la locomotive de la MRSE, en impulsant



Photo: JOE MANIANGA

Quelques responsables des partis politiques de la majorité, lors d'une précédente rencontre.

et en incarnant cette nouvelle dynamique. C'est vraisemblablement tout le sens qu'il faudrait donner à la sortie, la semaine écoulée, des trois porte-paroles du PDG, Estelle-Flore Angangou, Michel-Philippe Nzé et le Dr Stéphane Iloko Boussien-gui. Lesquels, face à la presse nationale, décryptant le discours des vœux à la Nation du chef de l'État, ont clairement indiqué que le " PDG jouera son rôle de veille en contribuant, autant que

possible, à la matérialisation des orientations fixées par le président de la République Ali Bongo Ondimba". Qu'est-ce à dire, le PDG va-t-il, plus que par le passé, secouer le gouvernement ? Va-t-il davantage interpeller le Premier ministre et l'ensemble des membres de son équipe sur la nécessité de faire véritablement place à l'action, en passant " d'une logique d'annonces à une logique de résultats", comme l'a indiqué le chef de l'État ?

En tout cas, toute autre attitude serait difficilement concevable. Vu que le gouvernement et le PDG constituent, d'une certaine façon, des chevaux d'un même attelage. À ce titre, les orientations du chef de l'État, par ailleurs Distingué camarade président du PDG, concernent quelque part aussi sa famille politique. À elle donc de booster aussi le gouvernement, de façon à ce qu'il s'approprie véritablement " la culture des résultats".

La semaine

2020 : une année de changements

COMME il est de tradition et, le chef de l'État n'a pas dérogé à la règle, Ali Bongo Ondimba s'est adressé à ses compatriotes, à l'orée de cette nouvelle année. Un message à la Nation que les Gabonaises et les Gabonais attendaient. Ce, au regard de tous les événements qui ont constitué l'année 2019 qui vient de s'achever.

C'est donc ce discours du 31 décembre dernier qui constituera le fait essentiel de cette chronique. Tout de même, il importe de relever que la semaine écoulée a également connu d'autres faits non moins majeurs. Il y a eu, la clôture de la session dite budgétaire au Parlement, les réactions de certains partis politiques relatives au message du président de la République. À ce titre, le Parti démocratique gabonais (PDG) et celui dit de l'opposition responsable,

Démocratie nouvelle (DN), ont décrypté, chacun à sa manière, le discours du numéro un gabonais.

De la traditionnelle adresse à la Nation. Face à ses compatriotes, le président de la République s'est exprimé clairement. D'aucuns se sont rendu compte que dans le bilan dressé, c'est un chef d'État plutôt insatisfait du travail de ceux à qui il a confié des responsabilités dans l'administration publique. Fort de ce constat et soucieux du bien-être de ses compatriotes, Ali Bongo Ondimba entend faire bouger les choses. D'où sa décision de faire de 2020, une année de changements au Gabon. Ce changement soit dit radical, aura pour principales priorités, les préoccupations quotidiennes des Gabonais et des Gabonaises. Notamment, la santé, l'éducation dès

le pré- primaire, l'emploi avec l'objectif de résorber le chômage, le logement, les transports, la réhabilitation du réseau routier, la lutte contre l'insalubrité. Le chef de l'État a ainsi exigé que, "sur chacun de ces points, il y ait en 2020 des avancées significatives, des résultats visibles pour chacun d'entre nous". Et de garantir à son peuple "qu'aucune de vos préoccupations ne sera laissée de côté. À chaque problème, il devra y avoir une solution". Reste donc, aux responsables publics, qui sont là " pour servir et non se servir", de suivre et prendre en compte les nouvelles orientations d'Ali Bongo Ondimba qui a livré à ses compatriotes, le sens qu'il donne à l'action politique.

Martina ADA METOULE